

LES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES CONTRE LA JUSTICE SOCIALE ?

For the English version, see below

L'étude « Securing social justice in green economies¹ » de Kate Raworth, Sarah Wykes et Steve Bass (International Institute for Environment and Development et CAFOD, octobre 2014) met en avant un paradoxe trop peu souvent évoqué : les politiques environnementales peuvent contribuer à creuser les inégalités sociales, alors même que ce sont les plus démunis qui sont les plus exposés aux dégradations de l'environnement. Si cette étude se base sur le cas des pays en développement, la question se pose également pour les pays développés². Ce constat oblige à s'interroger sur les modalités de construction des politiques publiques environnementales.

Le développement durable comporte des contradictions entre l'économique, le social et l'environnemental. Les populations les plus défavorisées sont à la fois les plus affectées par les dégradations de l'environnement et souvent les moins responsables de celles-ci. Elles peuvent être pourtant amenées à contribuer fortement aux politiques environnementales, et en tirent plutôt moins de bénéfices que d'autres catégories sociales.

L'étude fait ainsi ressortir trois idées fortes : contrairement à ce qui est parfois affirmé, les politiques environnementales ne sont pas forcément synonymes de justice sociale (1) ; la stricte compensation de leurs effets négatifs sur le plan social n'est pas forcément la solution (2) ; pour y parvenir, il faut intégrer les populations les plus pauvres dans le processus de décision (3).

#1

Même si les trois quarts de la population mondiale sont directement dépendants de l'environnement dans leur vie quotidienne³, et donc les premiers touchés par les dégradations écologiques, les politiques de protection de l'environnement peuvent conduire à une « double peine » pour ces populations. Sur le plan environnemental, les politiques de protection peuvent se limiter à déplacer le problème vers les zones les plus pauvres⁴ (ex : interdiction d'installation d'usines polluantes à proximité de quartiers résidentiels). Sur le plan social, l'internalisation des coûts environnementaux de certaines ressources, comme le fuel ou l'eau, peut entraîner une augmentation des prix qui impacte en premier lieu les ménages les plus en difficultés.

#2

Pour mettre en place une mesure socialement juste et écologiquement efficace, il ne suffit pas de compenser ses effets négatifs, mais il faut trouver des solutions « gagnant-gagnant » en termes de bénéfices sociaux et environnementaux. Lorsque le gouvernement ghanéen a par exemple retiré les subventions au fuel en 2005⁵, il a financé par cette économie la suppression des frais de scolarité des écoles primaires et secondaires ainsi que de nombreux investissements en transports publics et infrastructures de santé. La co-construction des politiques publiques doit ainsi intégrer suffisamment en amont plusieurs objectifs : environnement, éducation, mobilité, santé...

#3

Pour y parvenir, la présence dans les instances de concertation des populations les plus pauvres et précaires est indispensable, alors qu'elles sont souvent exclues. Au Népal, par exemple, l'intégration de femmes au sein des instances de gestion des 14 000 communautés d'usagers de ressources forestières a entraîné une meilleure répartition des coûts et des bénéfices⁶. Les enjeux de démocratie participative sont ainsi étroitement liés aux questions environnementales et sociales.

¹ Document complet : <http://pubs.iied.org/pdfs/16578IIED.pdf>

² En France, par exemple, les aides publiques favorisant l'installation d'équipements d'énergies renouvelables, comme les panneaux photovoltaïques, profitent essentiellement aux propriétaires de maisons individuelles, donc à des ménages plus aisés, alors même qu'elles sont financées, via notamment la contribution au service public de l'électricité (CSPE), par tous les consommateurs, y compris les plus précaires.

³ Selon la FAO, parmi les populations les plus vulnérables, 50% sont des paysans agricoles, 20% d'entre eux des ouvriers en milieu rural, et 10% d'entre eux dépendent de la pêche et de la foresterie.

⁴ World Bank, *Is green growth good for the poor ?*, Stefan Dercon, 2012, <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6231>

⁵ Etude de l'International Monetary Fund, 2013

⁶ Etude du World Resources Institute, 2011

ENVIRONMENTAL POLICIES VS. SOCIAL JUSTICE?

For the English version, see below

The study "Securing social justice in green economies"⁷ by Kate Raworth, Sarah Wykes and Steve Bass (International Institute for Environment and Development et CAFOD, October 2014) highlights a paradox that is too often ignored: environment policies can contribute to increase social inequalities, even though the poorest are already the most exposed to environment degradations. While this study is based upon developing countries, developed countries⁸ face the same problem. This analysis forces us to question the drawing of public policies for environment management.

Sustainable development is sometimes inconsistent between the economic, social and environmental aspects. The most disadvantaged populations are both affected by environment degradation and often the less accountable for such damage. They can also be led to strongly contribute to environment policies, while, on average, rather less benefitting from them than other social categories.

The study thus stresses out three main ideas: contrary to what was sometimes argued, environmental policies do not automatically mean social justice (1); the strict compensation of their adverse effects to relieve the social aspect is not necessarily the answer (2); to reach this objective, we need to include the poorest populations in decision-making (3).

#1

Even though three quarters of the world population are directly dependent on environment in their daily life⁹, and are the first affected by environment damage, environmental protection policies can become a "double penalty" for these people. As far as environment is concerned, protection policies can limit themselves to transfer the problem to the poorest areas¹⁰ (ex: prohibiting the installation of polluting plants near residential areas). Regarding social issues, internalising environmental costs of certain resources, as fuel oil or water, could lead to increasing prices, which first impacts the most disadvantaged households.

#2

To implement a measure which would be socially just and eco-efficient, compensating adverse effects is not enough: we need to find "win-win" solutions in terms of social and environmental benefits. When, for instance, the Ghanaian government withdrew subsidies for fuel oil in 2005¹¹, it funded, through this money-saving, the abolition of fees for primary and secondary schools, as well as many investments in public transportation and health infrastructures. Co-drafting public policies must also include, at a sufficiently early stage, several goals: environment, education, mobility, health..

#3

To reach this objective, including the poorest and most precarious populations in consultation bodies is essential, for they are often excluded. In Nepal for instance, including women in the management of 1,400 communities of users of forestry resources led to a better share of costs and benefits¹². The stakes of participatory democracy are thus closely linked to environmental and social issues.

⁷ Full document: <http://pubs.iied.org/pdfs/16578IIED.pdf>

⁸ In France, for instance, public aids allocated for installing renewable energy equipment, such as photovoltaic panels, essentially benefit owners of individuals houses, that is to say wealthy households, even though they are funded, through particularly the contribution to public service of electricity (CSPE), by every consumer, including the most precarious ones.

⁹ According to the FAO, among the most vulnerable populations, 50% are farmers, 20% are workers in rural areas, and 10% depend on fishery and forestry.

¹⁰ World Bank, *Is green growth good for the poor?*, Stefan Dercon, 2012, <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6231>

¹¹ Study by the International Monetary Fund, 2013

¹² Study by World Resources Institute, 2011